

Le Socialiste

43e année - Rs 5.00 - No 108229 - JEUDI 20 MARS 2025 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant



L'Île Maurice et la JICA renforcent leur collaboration sur le projet Kaizen

Page 3



**Hospitalisé,
le pape François
appelle
à la fin
des conflits
dans
le monde**

Page 5

Ligue 1



Strasbourg 2 Toulouse 1

**Toulouse a eu des opportunités,
mais pas assez pour l'emporter**

Page 8



**L'antitrust américain
enquête sur la
flambée du prix
des œufs**

Page 2



Ukraine

**Moscou accepte une
pause de 30 jours
de ses attaques sur
les infrastructures
énergétiques**

Page 4



**Sikandar de Salman
Khan sera à l'écran le
dimanche 30 mars**

Page 7



**Lens vient à bout
de Rennes (1-0)
grâce à un but
de Wesley Saïd
et rêve
encore d'Europe**

Page 8

A la télé aujourd'hui



13:48 PASSION AND POWER
14:02 L'HOMME QUI VALAIT TROIS MILLIARDS
15:00 SAMACHAR
15:14 THE HOLIDAY
17:24 YOUR LOVE IS MY FORTUNE
18:00 SAMACHAR
18:30 SAYINGS RADHA KRISHNA
18:50 DOREE
19:30 LE JOURNAL TELEVISE
20:10 HAWAII 5-0
20:53 BLUE LIGHTS
23:30 LE JOURNAL TELEVISE



17:52 LE MAG
18:03 PASSION AND POWER
18:34 LES RICHES PLEURENT AUSSI LOS RICOS TAMBIEN LLORAN
19:00 ZOURNAL KREOL
19:23 LE MAGAZINE DE L'EMPLOI
19:29 RODRIG PROG : PLAT DU CHEF
20:00 AN ETA DALERT
20:25 KONN OU DRWA
20:53 TOUS EGAUX
21:07 MORISIEN KONN OU LA SANTE
21:25 LE MAG
22:54 LA JOURNEE SOUS LE REGARD DU SEIGNEUR
SOUS LE REGARD DU SEIGNEUR
23:00 ZOURNAL KREOL
23:57 RODRIG PROG : ALA NOU VINI



07:00 TENALI RAMA
07:12 GADGET GURU GANESH
07:53 TEEN DEVYAN
08:26 EXCERPTS FROM SHIV ABHISHEK 2025
09:01 SANKRANTI KE JALSA (REDIFF 18/01/25)
10:02 KUNDALI BHAGYA
10:23 KUNDALI BHAGYA
11:30 RADHA KRISHNA - PUNAR MILAN
12:00 TULSI VIVAH



14:00 RAJAA BETAA
15:30 RAJU BAJRANGI
18:00 SAMACHAR
18:31 SAYINGS RADHA KRISHNA
18:32 KUNDALI BHAGYA
19:02 UDAARIYAN
19:30 DHARAM PATNI
20:01 MITHAI
20:30 YASHOMATI MAIYYA KE NANDLALA
20:59 ANUPAMAA
21:30 MERE SAI - SHRADDHA AUR SABURI
22:00 KISMAT K LAKIRON SE
22:30 MERE DAD KI DULHAN
23:01 RAJAA BETAA
23:30 RAJU BAJRANGI

06:00



14:42 SHIFT
15:59 GO ASTRO BOY GO!
16:12 SAM LE POMPIER
18:00 ECO AFRICA
18:30 THE 77 PERCENT
19:21 STUDENT SUPPORT PROGRAMME: GRADE 7:
20:03 ALL THE FLOWERS/ LES AROMES DU COEUR
20:30 NEWS
20:51 TRAVEL
21:07 SKYSCRAPER
22:48 TOMORROW TODAY
23:43 HALLIG LIFE IN THE CLIMATE CRISIS

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr
Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

L'antitrust américain enquête sur la flambée du prix des oeufs

Le prix des oeufs a atteint un niveau record outre-Atlantique alors que les Etats-Unis sont aux prises avec leur pire épidémie de grippe aviaire. Le ministère américain de la Justice se penche sur la question.

Y a-t-il une manipulation sur le marché des oeufs aux Etats-Unis pour faire flamber les prix ? C'est la question à laquelle le ministère américain de la Justice tente de répondre. Il a ouvert une enquête antitrust sur ce dossier, rapporte le « Wall Street Journal », citant des personnes proches du dossier.

L'enquête, menée par la division antitrust du ministère, vise à déterminer si les grands producteurs d'oeufs, telles que les entreprises Cal-Maine Foods ou Rose Acre Farms, se sont entendus pour augmenter les prix ou limiter l'offre.

Des restrictions d'achat

Les Américains font face à une flambée historique du prix des oeufs. En janvier, ils devaient débourser un record de 4,95 dollars pour une douzaine d'oeufs, selon les données du Bureau of Labor Statistics. Dans le Midwest, une douzaine de gros oeufs coûtait en moyenne 8,41 dollars le 28 février, soit une augmentation de plus de 200 % par rapport à l'année précédente, selon le ministère américain de l'Agriculture, qui prévoit que cette hausse va continuer de grimper de plus de 40 % en 2025.

Cette « eggflation » a débuté en raison de la pire épidémie de grippe aviaire aux Etats-Unis. La propagation rapide du virus a en effet entraîné l'abattage de millions de poules pondueuses et la mort de plus de 130 millions d'oiseaux depuis 2022.

Une situation qui a provoqué une pénurie d'oeufs. Les consommateurs américains se sont rués dans les supermarchés, poussant certains distributeurs à instaurer des restrictions d'achats, en limitant le nombre de boîtes par client. Les restaurants impactés ont dû aussi adapter leurs menus en ajoutant parfois des suppléments à payer pour les oeufs.



Une gestion de la crise critiquée

Dans ce contexte, de plus en plus d'Américains tentent d'élever leurs propres poules et un marché de revente d'oeufs s'organise sur les réseaux sociaux. Pour les détracteurs de Donald Trump, le président américain n'en fait pas assez alors qu'il avait fait de la baisse du prix des produits alimentaires un thème clé de sa campagne électorale.

Le camp démocrate critique notamment les licenciements de plusieurs employés travaillant à la lutte contre la grippe aviaire dans le cadre des coupes budgétaires menées par Elon Musk. La division antitrust du ministère de la Justice avait été renforcée sous le mandat de l'ancien président Joe Biden pour justement enquêter sur les marchés agricoles et les fusions dans le secteur des oeufs.

« Bien que l'administration ait depuis annoncé un nouvel effort pour réembaucher ces employés et investir dans des solutions, elle doit faire mieux pour coordonner une réponse efficace qui se traduise réellement par une baisse des prix pour les Américains », a écrit le sénateur démocrate Jack Reed dans une lettre adressée au chef du Département de l'Agriculture des Etats-Unis, l'USDA.

L'importation comme solution

L'une des solutions à court terme est d'importer des oeufs mais cela n'est pas si simple en raison de leur courte durée de conservation et de la

fragilité de leur coquille. Les pays n'ont également pas toujours de surplus à disposition. En France, par exemple, la grippe aviaire a aussi créé des tensions sur le marché des oeufs.

Les Etats-Unis, qui doivent importer entre 70 et 100 millions d'oeufs dans les deux prochains mois pour combler le déséquilibre entre l'offre et la demande, se sont rapprochés de plusieurs pays dont la France. « Ce que nous avons répondu à l'USDA, c'est qu'il n'y a pas de volumes disponibles en France, et qu'il y en a très peu en Europe », a déclaré dans une interview Thomas Bartlett, secrétaire général du syndicat français des producteurs d'oeufs SNIPO.

Les différences de normes concernant le lavage ou la manipulation des oeufs constituent un autre obstacle, tout comme la nécessité d'obtenir des autorisations d'exportation. Les Etats-Unis prévoient ainsi de rétablir les licences d'importation pour les produits à base d'oeufs des Pays-Bas, le premier vendeur mondial.

La Pologne, deuxième plus grand expéditeur mondial, a également été approchée mais si elle dispose des certificats sanitaires nécessaires pour les oeufs destinés à la transformation aux Etats-Unis, elle n'en détient pas pour la vente au détail en magasin. Une chose est sûre, en pleine tempête sur les droits de douane, les tractations sur ces importations s'annoncent intenses.

Présidentielle

Edouard Philippe est déjà lancé... Qui sont ses concurrents à droite et au centre ?

L'ancien Premier ministre a tenu un meeting ce dimanche à Lille. Mais avant de s'imposer comme le seul candidat de la droite et du centre, il aura sur sa route de nombreux concurrents. Tour d'horizon.

Candidat déclaré à la présidentielle, Edouard Philippe accélère sa campagne. L'ancien Premier ministre a esquissé dimanche 16 mars à Lille lors d'un « congrès régional » de son parti, Horizons, les contours de sa méthode s'il accède à l'Élysée en 2027, envisageant notamment une rapide dissolution de l'Assemblée et, pendant les législatives, des référendums sur les retraites. Encore faut-il être élu. Car Edouard Philippe aura sur sa route pléthore d'adversaires de son camp - élargi - à rallier... ou à devancer. Tour d'horizon.

Au sein du camp d'Emmanuel Macron : Bayrou, Attal, Darmanin

Les rapports étaient déjà frais

entre l'ancien et l'actuel Premier ministre, qui avait qualifié d'« antinational » de précédents propos prédisant l'absence de réformes d'ampleur d'ici à la présidentielle. Et François Bayrou a souvent critiqué en privé la stratégie du président d'Horizons visant à « reconstruire la droite ». Mais Édouard Philippe a de nouveau lâché ses coups récemment, notamment en jugeant « complètement hors-sol », dans un contexte de regain des tensions internationales, le « conclave » entre partenaires sociaux sur la réforme des retraites concocté par François Bayrou. « Au moment où l'Otan se fissure et où le multilatéralisme s'écroule, consacrer notre énergie à évoquer le mode de scrutin (municipal) à Lyon, Marseille et Paris me paraît curieux. Baroque même », juge par ailleurs Édouard Philippe.

Ancien Premier ministre lui aussi, Gabriel Attal s'est emparé de Renaissance, le parti du président. Et

distille les mêmes critiques que François Bayrou sur la stratégie droitière d'Édouard Philippe.

Gérald Darmanin, ministre de la Justice, a créé son propre parti, Populaires, et émerge toujours chez Renaissance, non sans distiller des critiques sur le parti présidentiel, qui organise un meeting le 6 avril. Il répète son intention de peser « d'une manière ou d'une autre » sur la présidentielle et a récemment évoqué l'hypothèse d'une large primaire, comme l'a fait le maire (LR) de Cannes David Lisnard. Mais les primaires ne sont pas très en cours chez Horizons. « L'espace politique dont ils parlent, c'est un truc qui va de LR jusqu'à Renaissance ». Or « ces forces politiques ne se parlent pas collectivement », « elles ne se mettent pas d'accord collectivement au moment d'élections partielles. Et vous voudriez que pour les questions les plus emblématiques de désignation d'un candidat à la présidentielle, ces partis [...] se mettent spontanément d'accord sur une primaire et ses conditions ? Je n'y crois pas beaucoup », a récemment évacué Édouard Philippe.

L'Île Maurice et la JICA renforcent leur collaboration sur le projet Kaizen

Une délégation de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), conduite par son conseiller principal, M. Toru Homma, a rencontré hier le ministre de l'Industrie, des PME et des Coopératives, M. Sayed Muhammad Aadil Ameer Meea, afin d'aborder la mise en œuvre du projet Kaizen à Maurice et dans les pays voisins.

Approuvée en février 2024 dans le cadre de la Coopération technique japonaise (JTC), cette initiative triennale sera mise en œuvre avec le Conseil national de la productivité et de la compétitivité (NPCC) comme principal bénéficiaire. Le projet vise à diffuser l'approche Kaizen, un concept japonais axé sur l'amélioration continue des processus, des produits et des services afin d'accroître l'efficacité et la performance globale d'une organisation.

Dans le cadre de la mise en œuvre, une enquête est prévue pour mars 2025, suivie

d'une formation en juin 2025. Lors de sa visite, l'équipe de la JICA dialogue avec les PME locales, les grandes entreprises, le Conseil de développement économique, l'Université de Maurice et des responsables du ministère afin de discuter de la collaboration et des stratégies de mise en œuvre du projet.

Le ministre Ameer Meea a exprimé sa gratitude au gouvernement japonais pour son soutien à cette initiative, la considérant comme une étape clé dans la démarche de Maurice pour une meilleure productivité. Il a réaffirmé l'engagement du gouvernement à transformer le NPCC en un centre d'excellence pour le Kaizen dans le cadre de l'Initiative Kaizen pour l'Afrique (AKI), renforçant ainsi le leadership de Maurice en matière d'amélioration de la productivité dans la région, y compris à Madagascar et aux Comores.



Alstom va fournir des tramways à Strasbourg et au Havre

Alstom va fournir 27 tramways supplémentaires à l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que huit autres rames au Havre Seine Métropole en vue de la mise en service de la future ligne C, a annoncé le constructeur ferroviaire mercredi 19 mars.

Alstom a notamment décroché un contrat pour l'achat de huit tramways auprès de la métropole du Havre, qui travaille actuellement à l'extension de son réseau. Elles seront déployées en 2027, date prévue de l'ouverture de la future ligne C.

Quant au marché conclu avec Strasbourg, il s'inscrit dans un accord-cadre signé en avril 2023 qui prévoyait la fourniture d'au moins 12 rames avec une option pour 27 supplémentaires pour 250 millions d'euros au total.

L'Eurométropole a donc décidé de valider la commande supplémentaire alors que les premières douze rames commandées devraient arriver d'ici quelques semaines sur le réseau strasbourgeois. Les 27 rames de la commande additionnelle seront elles déployées en 2026, a précisé Alstom. Cette commande vise à remplacer la flotte actuelle en fin de vie.

Alstom jouit d'une position ultra-dominante sur le marché ferroviaire français, mais le constructeur a perdu quelques marchés ces derniers temps, comme à Tours, où l'agglomération a choisi l'espagnol CAF pour l'achat de 19 nouvelles rames pour sa future ligne 2. La ligne 1 avait été équipée en 2013 par Alstom. En 2022, le plus grand appel d'offres de France avec 77 tramways commandés par Montpellier avait également été remporté par CAF pour 224 millions d'euros. Même chose à Marseille



pour une commande de 15 tramways d'une valeur de 57 millions d'euros.

Taxes américaines et chinoises

La filière du cognac en appelle «au chef de l'État et au chef du gouvernement»

Engagées par la Chine et annoncées par les États-Unis, les taxes douanières imposées sur les alcools font planer un vent de panique sur le cognac, qui exporte majoritairement vers ces deux pays. La filière en a appelé à l'État mercredi pour trouver des solutions.

La filière du cognac a appellé une nouvelle fois l'État français et l'Union européenne, mercredi, à agir pour la «sauver» de la «catastrophe» provoquée par les taxes sur les spiritueux engagées par la Chine et annoncées par les États-Unis. «Nous en appelons au chef de l'État, au chef du gouvernement, il est de leur responsabilité de sauver notre économie, nos emplois (...) c'est 70% de notre business qui est en jeu, c'est la vie d'une région», a déclaré Florent Morillon, président du Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC), lors d'une conférence de presse. «On doit nous écouter, sinon c'est la mort assurée de la filière, 70.000 personnes vont se retrouver au chômage», a renchéri Christophe Veral, vice-président de l'interprofession associant négoce et viticulture. «L'heure est grave, c'est une catastrophe, des plans sociaux commencent.»

Concernant la Chine, «les dix jours qui



viennoient vont être décisifs», estime M. Morillon, alors que les mesures douanières provisoires mises en place depuis l'automne par Pékin sur l'importation des eaux-de-vie de vin européennes, en riposte à des taxes européennes sur les véhicules élec-

triques chinois, pourraient devenir définitives au 5 avril.

Jean-Noël Barrot en Chine fin mars

La filière demande au ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, qui

doit se rendre en Chine fin mars, d'obtenir à minima que cette échéance soit prorogée de trois mois, au 5 juillet. «Et que dans la foulée le Premier ministre s'y déplace pour solder définitivement ce dossier», a dit M. Morillon. «Sinon, le couperet tombe», prévient Patricia Gaborieau, vice-présidente de l'Organisme de défense et de gestion (ODG) Cognac. «Nous exigeons solennellement du gouvernement qu'il nous sorte de cette ornière», a-t-elle insisté, alors que les taxes provisoires ont fait chuter de 60% les expéditions de l'alcool charentais vers la Chine depuis quatre mois.

Quant aux États-Unis, qui pourraient taxer les alcools européens à 200% si l'UE ne renonce pas à taxer le bourbon, «nous prenons la menace très au sérieux», a dit le président du BNIC, appelant l'Europe à retirer les alcools américains de la liste des produits susceptibles d'être taxés. «Chine, USA, c'est le même scénario, nous sommes les otages de décisions qui mettent à mal une filière pluricentenaire, à chaque fois nous n'avons pas été écoutés», a déploré M. Morillon. «Quel rapport entre les véhicules électriques et le cognac ? Il n'y en a aucun, la région est la victime collatérale d'un contentieux qui la dépasse», a abondé Mme Gaborieau.

Ukraine

Moscou accepte une pause de 30 jours de ses attaques sur les infrastructures énergétiques

La Maison Blanche et le Kremlin ont tous deux publié des déclarations écrites sur les conditions du cessez-le-feu à la suite d'un long appel téléphonique entre M. Trump et M. Poutine qui a duré 90 minutes.

Le président Donald Trump et son homologue russe Vladimir Poutine se sont mis d'accord lors de leur appel téléphonique mardi pour rechercher un cessez-le-feu limité contre des cibles énergétiques et d'infrastructures dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Les deux parties ont publié des déclarations écrites peu après cet appel téléphonique, la Maison Blanche le décrivant comme la première étape d'un « mouvement vers la paix » qui, espère-t-elle, comprendra à terme un cessez-le-feu maritime en mer Noire et une fin totale et durable des combats.

La Maison Blanche a déclaré que les négociations « commenceront immédiatement » sur ces étapes. Il n'a pas été possible de savoir immédiatement si l'Ukraine était d'accord avec le plan de cessez-le-feu progressif. La porte-parole de la Maison Blanche Karoline Leavitt, a fait part de ces informations dans un message sur X.

La déclaration du Kremlin comprend une longue liste de conditions et de demandes de la part de M. Poutine, y compris la « condition clé » de Moscou de « cesser complètement » l'aide militaire étrangère au partage de renseignements avec l'Ukraine, dans une



demande qui, selon le Kremlin, vise à empêcher une nouvelle escalade du conflit, qui est entré dans sa quatrième année.

L'appel téléphonique entre MM. Trump et Poutine a duré plus d'une heure, et une source de la Maison Blanche a déclaré que la conversation « s'était bien passée ».

Le président américain a ensuite utilisé son réseau Truth Social pour expliquer les derniers développements.

Plus tôt dans la journée de lundi, le président américain a déclaré que Washington et Moscou avaient discuté de terres, de centrales électriques et de la « répartition de cer-

tains actifs » entre la Russie et l'Ukraine dans le cadre d'un accord.

L'envoyé spécial américain Steve Witkoff et Karoline Leavitt ont laissé entendre que les responsables américains et russes avaient discuté du sort de la centrale nucléaire de Zaporijia, dans le sud de l'Ukraine, qui a été saisie par les forces russes au cours des premières semaines de la guerre.

« Il s'agit d'une centrale située à la frontière entre la Russie et l'Ukraine qui a fait l'objet de discussions avec les Ukrainiens et il en parlera demain lors de son entretien

avec M. Poutine », avait déclaré Mme Leavitt lundi.

La centrale est au centre des tirs croisés depuis que Moscou l'a envahie et s'en est emparée peu après, suscitant l'inquiétude des organismes internationaux qui craignent que les combats autour de la plus grande centrale nucléaire d'Europe ne débouchent sur une catastrophe nucléaire potentielle.

Dans son discours nocturne, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a accusé Vladimir Poutine de prolonger délibérément la guerre.

« La mise en œuvre de cette proposition aurait pu commencer il y a longtemps. En temps de guerre, chaque jour est une question de vies humaines », a déclaré M. Zelensky.

En même temps, l'Ukraine soutiendra la proposition de ne plus frapper les infrastructures énergétiques, a déclaré Volodymyr Zelensky lors d'une conférence de presse après la conversation entre Donald Trump et Vladimir Poutine.

« La Russie et l'Ukraine, avec la médiation des États-Unis, peuvent se mettre d'accord pour ne plus frapper les infrastructures énergétiques. Nous soutiendrons cette démarche. Mais il ne faut pas que la Russie frappe nos infrastructures énergétiques et que nous restions silencieux. Nous répondrons », a déclaré M. Zelensky. Il a ajouté que le cessez-le-feu commençait dans tous les cas par un « cessez-le-feu inconditionnel ».

Appel Trump-Poutine

L'Ukraine appelle la Russie à accepter un cessez-le-feu «sans conditions»

L'Ukraine appelle la Russie à accepter un cessez-le-feu "sans conditions" à quelques heures de l'échange entre Donald Trump et Vladimir Poutine.

Le chef de la diplomatie ukrainienne, Andriï Sybiga, a appelé mardi 18 mars la Russie à accepter un cessez-le-feu "sans conditions", à quelques heures d'un appel attendu entre Vladimir Poutine et Donald Trump, qui pousse pour un arrêt des combats après trois ans d'invasion russe.

"L'Ukraine a soutenu la proposition américaine d'un cessez-le-feu temporaire de 30 jours. Nous attendons de la Russie qu'elle accepte sans conditions cette proposition", a martelé Andriï Sybiga, cité dans un communiqué du ministère ukrainien des Affaires étrangères. "Il est temps pour (la Russie) de montrer si elle veut vraiment la

paix", a-t-il ajouté.

"Partages" de territoires

Donald Trump veut convaincre ce mardi Vladimir Poutine d'accepter sa proposition de cessez-le-feu de 30 jours en Ukraine, une idée vis-à-vis de laquelle le président russe a jusque-là émis des "réserves".

Le président américain s'entretiendra avec son homologue russe à 14 heures, selon le Kremlin. L'échange portera sur l'Ukraine et les relations russo-américaines.

Dimanche, Donald Trump avait parlé de "partages" à faire entre Moscou et Kiev pour mettre fin au conflit. Selon le média américain Semafor, le républicain envisagerait de reconnaître la Crimée, annexée en 2014, comme une région russe, accédant ainsi à une revendication majeure de Vladimir Poutine.



Donald Trump avait déjà eu une conversation téléphonique avec son homologue russe le 12 février, initiant un spectaculaire rapprochement avec Moscou, et rompt

avec trois années de soutien américain massif à l'Ukraine pendant la présidence du démocrate Joe Biden.

Bayrou réaffirme «en conscience» qu'un retour à la retraite à 62 ans n'est «pas possible»

François Bayrou a une nouvelle fois fermé la porte à un éventuel retour à l'âge de départ à la retraite à 62 ans, lors de la séance des questions au gouvernement.

François Bayrou persiste: revenir à un âge de départ en retraite à 62 ans «n'est pas possible», a-t-il redit mardi, prenant le risque de torpiller le «conclave» des partenaires sociaux, déjà affaibli par le départ de l'U2P et les hésitations de la CGT.

Après une première déclaration dimanche qui avait mis le feu aux poudres, le Premier ministre a été appelé à clarifier sa position devant l'Assemblée nationale. Abroger la mesure phare de la réforme de 2023, qui a décalé l'âge légal de

départ à 64 ans, «je dis comme citoyen, comme observateur, que ce n'est pas possible», a réaffirmé François Bayrou à quelques heures d'un rendez-vous avec la CFDT mardi soir.

Il a cité le récent rapport de la Cour des comptes, selon lequel le déficit du système de retraites atteindra 6,6 milliards d'euros en 2025 et 30 milliards à horizon 2045. «J'ai répondu en conscience» dimanche et «je suis persuadé que les partenaires sociaux, dans leur ensemble, en viendront à une conclusion de cet ordre», a-t-il affirmé. Or les concertations sur les retraites, engagées fin février entre partenaires sociaux et prévues pour durer trois mois, ont aujourd'hui du plomb dans l'aile. Après le départ de Force ouvrière le 27 février, qui avait dénoncé une «mascarade», l'organi-

sation patronale U2P a aussi décidé de claquer la porte mardi, voyant dans ces négociations un «jeu de dupes».

«Un piège»

«L'U2P a pris conscience» ces derniers jours que «ce conclave n'était pas équilibré», que les syndicats et l'opposition politique «ne négocieraient rien sans un retour de l'âge de départ en retraite à 62 ans», qui financièrement «est impossible», a expliqué lors d'une conférence de presse Michel Picon, président de cette organisation patronale, qui représente artisans, commerçants et professions libérales. Dans le contexte économique actuel de «déficits structurels» et de tensions internationales, où la France doit économiser pour financer l'effort de réarmement, revenir à 62 ans supposerait de «dépouiller les entreprises»,

et «alourdir le coût du travail», a-t-il estimé.

Dimanche, François Bayrou a pris une position «courageuse» en refusant ce «retour en arrière», a encore estimé Michel Picon. Mais le «concert d'effarouchements» qui a suivi, les «déclarations» médiatiques des syndicats comme des partis d'opposition, du RN à LFI en passant par le PS, «nous ont fait dire on est dans un piège», a-t-il dit. Car tout éventuel accord entre syndicats et patronat doit être soumis au Parlement. Et l'U2P a aujourd'hui «acquis la certitude que les équilibres politiques» y aboutiront à un retour aux 62 ans et «une augmentation des charges des entreprises». «C'est un jeu de dupes, donc il faut arrêter», a résumé Michel Picon.

Hospitalisé, le pape François appelle à la fin des conflits dans le monde

«Nous devons désarmer les mots, pour désarmer les esprits et désarmer la terre. Nous avons un grand besoin de réflexion, de sérénité, de sens de la complexité», écrit le souverain pontife.

Le pape François appelle à la fin des conflits armés sur la planète, dans une lettre écrite de sa chambre d'hôpital à Rome où il est soigné depuis plus de quatre semaines pour une pneumonie, et publiée mardi 18 mars 2025. «Nous devons désarmer les mots, pour désarmer les

esprits et désarmer la terre. Nous avons un grand besoin de réflexion, de sérénité, de sens de la complexité», a écrit le souverain pontife le 14 mars au directeur du journal de référence en Italie, Il Corriere della Sera, en réponse à ses vœux de bon rétablissement.

«Saisissez toute l'importance des mots»

«La guerre apparaît plus absurde encore (...) dans les moments de maladie», poursuit le jésuite argentin de 88 ans, hospitalisé depuis le 14 février à l'hôpital Gemelli de Rome pour une double pneumonie.

«La fragilité humaine a le pouvoir de nous rendre plus lucides face à ce qui dure et ce qui passe, à ce qui fait vivre et ce qui fait mourir», dit-il encore, déplorant que les armes ne fassent que «dévaster les communautés et l'environnement, sans offrir de solution aux conflits». Le pape en appelle aux journalistes, «à tous ceux qui consacrent leur travail et leur intelligence à informer»: «saisissez toute l'importance des mots».

«Ce ne sont jamais seulement des mots: ce sont des faits structurant les environ-

nements humains. Ils peuvent rassembler ou diviser, servir la vérité ou abuser d'elle», martèle-t-il. De leur côté les religions, conclut le pape, «peuvent s'appuyer sur la spiritualité des peuples pour raviver le désir de fraternité et de justice, l'espoir de paix».

Après une longue phase critique et de multiples crises respiratoires, l'état de santé du pape François est désormais stable et en voie d'amélioration, même s'il reste hospitalisé pour une durée que le Vatican n'a pas précisée.

Évacuation de la Gaîté Lyrique Quarante-six personnes interpellées par la police, neuf blessés

Le préfet de police de Paris Laurent Nunez a annoncé mardi que 46 personnes ont été interpellées lors de l'évacuation de la Gaîté Lyrique dans la matinée. Neuf personnes ont été blessés légèrement, dont six migrants.

L'évacuation de la Gaîté Lyrique, ordonnée ce mardi 18 mars à Paris, s'est produite sous tension durant la matinée. Laurent Nunez, préfet de police de Paris, annonce que 46 personnes ont été interpellées. "On en a interpellé un certain nombre car ils refusaient leur prise en charge", a déclaré le préfet.

Parmi elles, une a été interpellée pour "outrage et rébellion", après s'être "rebellée dans le cadre de l'évacuation", a détaillé Laurent Nunez. Les autres personnes arrêtées sont des personnes qui vont faire l'objet de "vérifications administratives", a-t-il ajouté. Placés en rétention administrative, ils pourraient être expulsés. "Potentiellement, ça peut être un éloignement effectivement", a confirmé Laurent Nunez.

Un manque de pérennité des solutions d'hébergements

Seuls six occupants du théâtre ont accepté de monter à bord d'un bus affrété pour leur relogement. "La quasi total-

ité d'entre eux ont refusé." Le préfet de police de Paris indique qu'ils seront pris en charge "dans un hébergement" et devront être soumis à un examen de situation administrative. "On ne peut pas laisser dire que ces personnes allaient être jetées à la rue", se défend Laurent Nunez, ciblant des "collectifs qui instrumentalisent ces jeunes migrants".

Plusieurs associations et élus locaux pointent du doigt le manque de pérennité de ces solutions d'hébergements provisoires. Le collectif des Jeunes du parc de Belleville dénonce de son côté une "expulsion sans solution". "Ce sont surtout des solutions qui permettent d'examiner leur situation administrative", rétorque le préfet.

Neuf blessés dont sept migrants

Deux interventions policières ont eu lieu lors de l'évacuation. Une première lors d'une "tentative d'enfoncement du barrage qui avait été mis en place" et à la fin de l'évacuation pour disperser le rassemblement devant le théâtre. "J'ai autorisé l'emploi de la force par les forces de sécurité intérieure, j'assume cette décision."

Le préfet de police de Paris indique que neuf personnes ont été blessées légèrement lors de l'évacuation qui a duré

près de trois heures. Six d'entre eux, migrants, ont été "laisrés sur place" et pas pris en charge, poursuit Laurent Nunez. Trois autres blessés ont été pris en charge, dont un migrant, un CRS et un journaliste, complète-t-il. L'usage de gaz lacrymogène et des mouvements de foule ont été constatés par des journalistes sur place. Selon des associations, plusieurs blessés ont été

Un dispositif de police va être mis en place aux abords de la Gaîté Lyrique afin de sécuriser les lieux. "Compte tenu de ce contexte, on va prolonger cette sécurisation par les forces de sécurité intérieure dans les jours qui viennent."

Près de 400 jeunes exilés, qui occupaient la Gaîté Lyrique, n'ont pas été interpellés. "On va continuer de se préoccuper de leur situation", affirme Laurent Nunez, qui ajoute que s'il "devait y avoir une installation de nouveaux campements, d'intrusion, on y mettrait un terme immédiatement".

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS (Bankruptcy Division)

SC/COM/PET/000178/2025

In the matter of:

THE INSOLVENCY ACT

And in the matter of:

Inesha Tech Holdings Ltd, having its registered office at 9th Floor, Mindspace Building, 45 Wall Street, Cybercity, Ebene, and electing its legal domicile in the office of the undersigned Attorney at Law, situate at No.8, Georges Guibert Street, Port Louis

Petitioner

v/s

Angelis Services Ltd, having its registered office at 4th Floor, Mindspace Building, Cybercity, Ebene

Respondent

Notice is hereby given that a petition dated 13 March 2025 (hereinafter referred to as the "Petition") for the winding up of Angelis Services Ltd (hereinafter referred to as the "Company") was, on Thursday 13 March 2025, lodged by Inesha Tech Holdings Ltd by electronic filing under the Court (Electronic Filing of Documents) Rules 2012.

The Petition is registered as Cause Number SC/COM/PET/000178/2025 and the returnable date is 28 March 2025. Any creditor or contributory of the said Company desirous to support or oppose the making of an Order on the Petition may do so by making the necessary appearance by electronic filing either through a legal adviser or in person at the Public Service Bureau located at the Bankruptcy Division of the Supreme Court, Supreme Court Building, corner of Edith Cavell and Desroches Streets, Port Louis.

A copy of the Petition will be furnished to any creditor or contributory of the said Company requiring the same by the undersigned on payment of the regulated charge for the same or may be obtained on the electronic filing system.

Under all legal reservations.
Dated at Port-Louis, this 19th day of March, 2025.
André ROBERT, SA
BLC Robert & Associates
Of No 8, Georges Guibert Street, Port Louis
PETITIONER'S ATTORNEY

Méditerranée

Six morts et 40 disparus dans le naufrage d'un bateau de migrants

«Les survivants racontent qu'ils sont partis le 17 (mars) de Sfax en Tunisie», a indiqué le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU après le drame survenu ce mercredi, alors que dix personnes ont été secourues.

Le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) a indiqué mercredi 19 mars que six personnes ont été retrouvées mortes et quarante autres sont portées disparues après le naufrage d'un bateau pneumatique transportant des migrants en Méditerranée.

«Les survivants racontent qu'ils sont partis le 17 (mars) de Sfax, en Tunisie, et qu'ils étaient 56. Après quelques heures de navigation, le canot a commencé à se dégonfler et à prendre l'eau. Six corps retrouvés. 40 disparus», a écrit sur X Chiara Cardoletti, représentante du HCR en Italie. Selon les médias italiens, le naufrage s'est produit au large de l'île italienne de Lampedusa. Dix personnes, quatre femmes et six hommes, ont été secourues et se trouvent sur l'île, où ils reçoivent l'assistance du HCR, de l'IRC (International Rescue Committee) et de la Croix Rouge italienne, a précisé une source du Haut-commissariat, ajoutant que les garde-côtes poursuivent les recherches des disparus.

Le groupe voyageait sur un canot pneumatique de 10 mètres environ. Il comprenait des Camerounais, des

Ivoiriens, des Maliens et des Guinéens, selon une source du HCR. Selon leur récit, ils sont partis lundi soir, mais au bout de quelques heures, le canot a commencé à se dégonfler et plusieurs personnes sont tombées dans l'eau.

8743 migrants ont débarqué en Italie en 2025

Arrivée au pouvoir en 2022, Giorgia Meloni, cheffe du parti Fratelli d'Italia (FDI) avait fait de la lutte contre l'immigration l'une de ses principales promesses de campagne, alors que l'Italie est de longue date en première ligne face au phénomène des migrants qui traversent la Méditerranée. Elle s'était engagée à mettre fin aux débarquements de migrants et à accélérer les rapatriements. Son gouvernement s'est notamment employé à entraver l'action des ONG portant secours aux migrants en mer, et a promu la signature au niveau de l'Union européenne (UE) d'accords avec les pays de départ, notamment la Tunisie. Elle a également signé un accord avec l'Albanie pour y installer des centres pour demandeurs d'asile, pour l'heure vides, dans l'attente d'une décision de la justice européenne.

Depuis le début de l'année et jusqu'au 18 mars, 8.743 migrants ont débarqué en Italie contre 8.630 au cours de la même période en 2024, selon le site du ministère de l'Intérieur.

Comment utiliser sa carte Vitale dématérialisée sur son smartphone

Une nouvelle application disponible sur iPhone et Android permet de disposer de sa carte Vitale même sans l'avoir sous la main. Mode d'emploi.

Un bond dans le futur pour la Sécurité sociale. La carte Vitale peut désormais être dématérialisée sur smartphone pour certains publics, et devrait être disponible pour tous les assurés sociaux d'ici la fin 2025. Si elle reste un «complément» à la carte verte physique, qu'il faut conserver, notamment parce que tous les soignants n'ont pas encore les lecteurs et logiciels compatibles, «elle est utilisable dans les mêmes situations que la carte Vitale physique auprès des professionnels de santé, lors d'une consultation médicale, pour la délivrance de médicaments à la pharmacie», explique l'Assurance maladie. Mode d'emploi.

Qui peut dématérialiser sa carte Vitale ?

Il faut d'abord télécharger l'application «carte Vitale» disponible sur iPhone et Android. Pour valider la dématérialisation, il faut également, pour cette première phase de déploiement, posséder la nouvelle carte d'identité électronique au format carte de crédit (CNIE) et l'avoir elle-même dématérialisée dans l'application France Identité. Selon les chiffres de l'administration, 1,7 million de personnes disposent déjà de cette application (sur 25 millions de détenteurs d'une CNIE).

La dématérialisation de la carte Vitale sera étendue à tous les assurés sociaux, même sans CNIE, fin 2025. L'Assurance maladie va en effet généraliser un mode de recrutement sans France Identité, déjà expérimenté dans 23 départements (Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, plus le Bas-Rhin, la Loire-Atlantique, la Sarthe et la Seine-Maritime). Ce système a déjà permis à 700.000 habitants de ces départements de l'obtenir.

Comment activer sa carte Vitale sur smartphone ?

Avec France Identité, déjà sur son smartphone, il suffit de télécharger l'application carte Vitale. Les deux applications vont se connecter pour vérifier l'identité de l'utilisateur, dans un processus qui dure «quelques minutes seulement», selon l'Assurance maladie. Au moment de l'opération, il est tout de même nécessaire d'avoir avec soi son numéro de Sécurité sociale et sa carte d'identité. Un code secret doit ensuite être défini.

Sans France Identité, le processus qui sera bientôt généralisé dans toute la France prévoit une vérification de l'identité de l'assuré en plusieurs étapes «incluant de la reconnaissance faciale par vidéo, contrôlée par un opérateur humain», indique l'Assurance maladie.

Comment utiliser sa carte Vitale dématérialisée ?

Pour utiliser l'application chez le professionnel de santé, l'utilisateur doit la déverrouiller avec le code secret défini lors de l'activation. L'utilisateur présente ensuite son smartphone au professionnel de santé qui, avec un lecteur adapté - QR code ou NFC (la technologie du sans contact) - aura accès à toutes les informations nécessaires.

À terme, la carte Vitale sur smartphone pourra intégrer l'assurance complémentaire santé de l'utilisateur et donc permettre le tiers payant sur celle-ci. À terme également, la carte Vitale sur smartphone permettra de se connecter à Mon Espace Santé, le carnet de santé numérique.

La carte Vitale dématérialisée est-elle sécurisée ?

Selon l'Assurance maladie, l'application possède un haut niveau de sécurité et «ne contient pas d'information médicale». Elle ne comporte en effet que «les données en lien avec les remboursements» (identités de l'assuré et des ayants droit, numéro de sécurité sociale, régime d'assurance maladie et organisme de rattachement, résumés de factures des soins).

Avec l'application carte Vitale, «nous franchissons encore une étape dans la lutte contre la fraude sociale», a estimé le ministre chargé de la Santé et de l'accès aux soins, Yannick Neuder. «La digitalisation renforce l'authentification et protège ainsi notre système de santé en garantissant que les prestations bénéficient plus facilement aux bonnes personnes», a-t-il ajouté.

APPOINTMENT Multi-Act Transglobal Investments Ltd (In Voluntary Liquidation) Company No. 211829

NOTICE is hereby given pursuant to Section 204, subsection (1) (b) of the BVI Business Companies Act, 2004 that the Company is in voluntary liquidation. The voluntary liquidation commenced on 31 January 2025. The Liquidator is Mr. Harry Thompson of Harbour House, PO Box 4428, Tortola, British Virgin Islands.

Dated: 19 March 2025

Mr. Harry Thompson, Liquidator

UNION OF BUS INDUSTRY WORKERS Registered Number 194

Bona fide members for at least one year wishing to stand as candidate for the election of representatives of compliant members of each bus company to sit on the Executive Committee of the Union of Bus Industry Workers for the years 2025 to 2027 shall send their candidature to Alain Kistnen, Secretary of Union of Bus Industry Workers, Corner J.B. Pitchen and James Russel Streets, Grand River North West by latest 15th of April 2025 at 3.00 p.m. Twelve members at National Transport Corporation, three members at Triolet Bus Service Ltd, three members at Rose Hill Transport Ltd, three members at United Bus Transport Company Ltd, and one member at Mauritian Bus Transport Company Ltd will be elected to form part of the Executive Committee of the Union of Bus Industry Workers.

Alain Kistnen
Secretary

Registered Number 194.

Election of Union of Bus Industry Workers representatives of members working at every bus transport company to form part of the Executive Committee of the union. All compliant members who are directly paying their membership fee by bank to the Union of Bus Industry Workers, and wishing to register themselves to take part in the 2025 Annual General Meeting and election of their representatives to form part of the Executive Committee of the Union of Bus Industry Workers are kindly request to register themselves on Tuesday the 15th of April 2025 and Wednesday the 16th of April 2025 as from 9.00 a.m. to 3.00 p.m. at the office of the Union of Bus Industry Workers, Corner J.B. Pitchen and James Russel Streets, Grand River North West.

Please contact Alain Kistnen, Secretary of Shirley Jhureea, Administrative Secretary of the Union of Bus Industry Workers at the office of the union and produce evidence of payment together with National Identity Card and payslip so as to register.

Alain Kistnen
Secretary

THE BUILDING AND LAND USE PERMIT GUIDE NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I **Mr.Louis Cecil Marlet Du Chaussy Courtois** will apply to the District Council of **Riviere Du Rempart** for a Building and Land Use Permit for a proposed Conversion of part of an **Existing Building to be used as Tourist Residence at Coastal Road, Residence Abrico 11, Mon Choisy**.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 20.03.2025

THE BUILDING AND LAND USE PERMIT GUIDE NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I **Mr.Buantoa Harry Krishna** will apply to the District Council of **Grand Port** for a Building and Land Use Permit for a proposed **Conversion of Part of an Existing Building to be used as Mechanical Workshop (Without the use of Motors)** at **Rue Des Hollandais, Mahebourg**.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 20.03.2025

University of Mauritius Academic Staff Union (UMASU)-

Reg. TU 34

ANNUAL GENERAL MEETING (AGM) 2025

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the UMASU will be held on **Tuesday, 08th April 2025, at 12:00** in the UMASU Room, Old Stone Building, University of Mauritius, Reduit.

Agenda:

1. Welcome Address
2. Reading and approval of minutes of the last AGM
3. Matters arising
4. President's report 2024-2025
5. Treasurer's report and approval of accounts as at 31 December 2024
6. Budget estimates for 2025-2026
7. Election of members of the Executive Committee for 2025-2026
8. Appointment of two auditors for 2025-2026
9. Motions, if any
10. Any Other Business (AOB)

Should there be no quorum, the AGM will be rescheduled for **Tuesday 22nd April 2025 at 11:30 AM** at the same venue with the same agenda. No further public notice will be issued.

Any member wishing to stand as candidate for the new Executive Committee should send in a signed, hard-copy, letter of candidacy so as to reach the Secretary by **Friday, 04th April 2025, at latest**. Dr Roushdat Elaheeboocus UMASU Secretary

UMASU Room, Old Stone Building, UoM, Reduit

LEGAL NOTICE

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS

(Before the Family Division)

In the matter of:

Chandrika MALLAIYAN (born FOOLESSUR)

PETITIONER (W)

v/s

Nandakumar MALLAIYAN

RESPONDENT (H)

NOTICE OF TRIAL

In compliance with an order made on the 12/11/2024 by Her Ladyship, the Honourable, Mrs G. JUGESSUR-MANNA, Judge of the Supreme Court, the abovenamed Petitioner has been authorised to effect substituted service by way of publication.

TAKE NOTICE you, the abovenamed Respondent, in order that you may not plead or pretend ignorance of same, that the abovenamed Petitioner has caused a petition for divorce to be entered against you before the Supreme Court (Family Division) and that the matter has now been fixed for **MERITS on Wednesday the 12th May 2025 at 10.00 hrs, before the Supreme Court House (Family Division), situate at c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis**.

NOW TAKE FURTHER NOTICE that you, the abovenamed Respondent, are hereby required, called upon and summoned to be and appear of the above Court on the aforesaid date and hour to show cause if any as to why the order prayed for, should not be made by the Court.

WARNING YOU, that the abovenamed Petitioner shall proceed with the above matter whether you be present or not. Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 19th day of March 2025.

Me. K. BOKHOREE

of Ground Floor, Saint James Court, St Denis Street, Port Louis.

Attorney for the Petitioner.

Global Strong Growth Fund

(‘the Company’)

(IN MEMBERS VOLUNTARY WINDING UP)

NOTICE UNDER SECTION 137(3)(b) OF

INSOLVENCY ACT 2009

Notice is hereby given that on **12th day of November 2024** a special resolution was passed and resolved the following:

1. That the Company would be wound up under Section 137(1) (b) of the Insolvency Act 2009
2. That Mr. Gowtamsing Dabee ACA FCCA ADIT of GD Riches, Chartered Accountants, 5th Floor, Green Cross Building, Belle Rose Quatre-Bornes, Mauritius be appointed liquidator.
3. That the liquidator be and is hereby empowered to distribute to the members in special or in kind the whole or any part of the assets of the Company.

Apex Fund Services (Mauritius) Ltd

Company Secretary

Dated this 18th March 2025



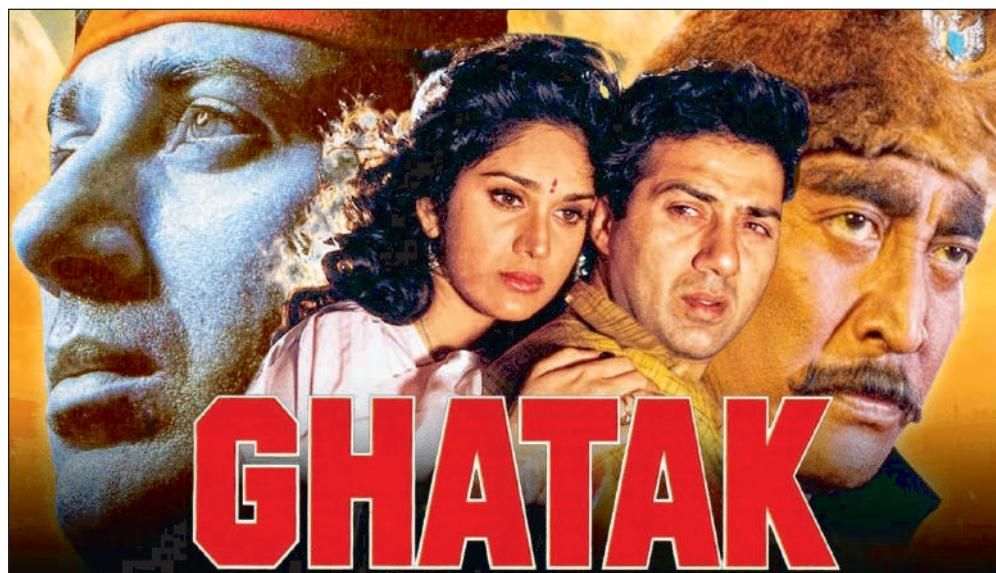
Sikandar de Salman Khan sera à l'écran le dimanche 30 mars

Avec également Meenakshi Seshadri et Danny Denzongpa, entre autres, le film sera présenté au Red Lorry Film Festival.

Les fans de films d'action de Bollywood vont se régaler de nostalgie puisque le blockbuster de 1996 Ghatak : Lethal, avec Sunny Deol dans le rôle principal, est prêt pour une grande réédition dans les salles à partir de demain. Le drame d'action très apprécié, connu pour son scénario captivant et ses performances à indice d'octane élevé, sera de nouveau présenté au Red Lorry Film Festival.

Le compte Instagram officiel du festival a annoncé la nouvelle : « Préparez-vous au retour d'un classique culte ! GHATAK revient sur grand écran au Red Lorry Film Festival. Revivez l'action le 21 mars 2025 sur grand écran ! »

En novembre 2024, Sunny Deol avait commémoré sur Instagram les 28 ans de Ghatak, partageant une vidéo nostalgique reprenant certains des moments les plus



marquants du film. L'acteur a également rendu hommage à Amrish Puri, qui interprétait le rôle mémorable de Shambhu Nath dans le film. En partageant la vidéo, Sunny

Sikandar est le sujet de conversation le plus récurrent parmi les fans de Bollywood. La sortie du film est prévue dans moins de deux semaines et l'excitation est à son comble, la superstar Salman Khan y tenant le rôle principal. De plus, sa sortie coïncide avec Eid, une fête désormais associée à Salman. Il est intéressant de noter que la date de sortie du film était simplement « Eid 2025 ». Des rumeurs circulaient selon lesquelles le film pourrait sortir le vendredi 28, le samedi 29 ou le dimanche 30 mars. Bollywood Hungama a désormais découvert la date de sortie officielle.

Une source a déclaré à Bollywood Hungama : « La date de sortie de Sikandar est fixée. Le film sortira au cinéma le dimanche 30 mars. Les producteurs sont convaincus que c'est le bon jour pour sa sortie. Dimanche sera un jour férié, surtout au Maharashtra, car Gudi Padwa tombe ce jour-là. L'Eid du Ramadan sera quant à lui célébré le lundi 31 mars. Il y aura également des vacances post-Eid les mardi 1er et mercredi 2 avril dans de nombreux cen-

tres. Les recettes augmenteront à nouveau à partir du vendredi 4 avril. Ainsi, jusqu'au dimanche 6 avril, les recettes du film resteront très élevées. »

Bollywood Hungama a été parmi les premiers à annoncer, le 3 mars, que Sikandar sortirait le 30 mars. Il est intéressant de noter que le dernier film de Salman Khan, Tiger 3 (2023), a également bénéficié d'une sortie dominicale inhabituelle. Le film est sorti en salles le dimanche 12 novembre 2023, jour de Diwali. Il a bénéficié de l'effet post-Diwali tout au long de la semaine.

Bollywood Hungama a également annoncé que les producteurs annonceraient officiellement la date de sortie prévue hier. La bande-annonce tant attendue sera disponible le week-end prochain. Des rumeurs font état d'un grand événement, ce qui devrait renforcer l'engouement pour le film.

Outre Salman Khan, Sikandar met également en vedette Rashmika Mandanna, Kajal Aggarwal et Sharman Joshi. Le film est réalisé par A. R. Murugadoss.

Lamhe revient au cinéma Anil Kapoor partage son enthousiasme sur les réseaux sociaux

Avec Sridevi dans un double rôle, le film explore les thèmes de l'amour, du désir et du destin d'une manière en avance sur son temps.

Les amateurs de cinéma vivront une expérience nostalgique avec le retour sur grand écran du drame romantique classique Lamhe, avec Anil Kapoor et Sridevi, à partir de demain. Réalisé par Yash Chopra, le film de 1991 est largement considéré comme l'une des histoires d'amour les plus uniques de Bollywood, et sa réédition vise à le faire découvrir à une nouvelle génération de téléspectateurs.

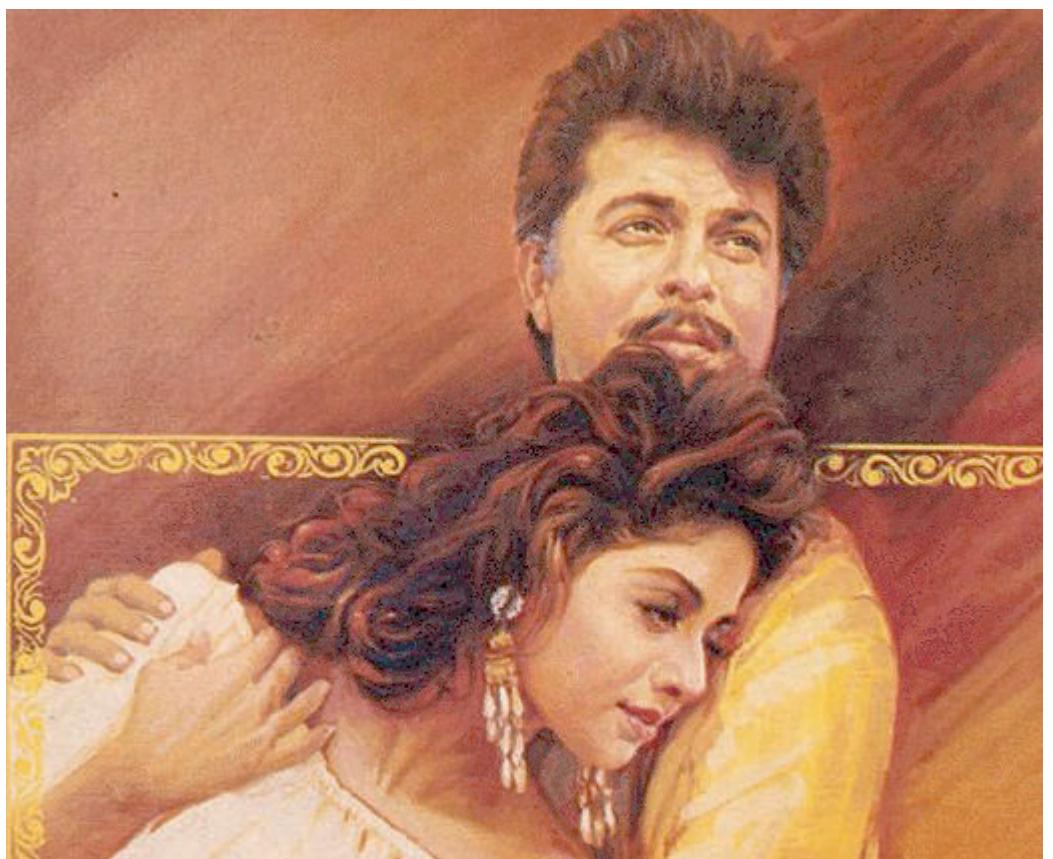
Dans le film, Anil Kapoor a livré une performance mémorable dans le rôle de Viren, un homme déchiré entre le passé et le présent dans une histoire d'amour atypique. Son interprétation reste l'un des aspects les plus commentés du film. Annonçant la ressortie sur les réseaux sociaux, Anil Kapoor a exprimé son enthousiasme : « Intemporel hier, intemporel aujourd'hui ! Découvrez #Lamhe sur grand écran dès le 21 mars ! » Dès sa sortie, Lamhe a suscité des discussions grâce à son récit audacieux. Malgré un accueil

mitigé à l'époque, le film est depuis devenu l'une des œuvres les plus respectées du cinéma indien.

À propos du film, Lamhe explore les thèmes de l'amour, du désir et du destin avec une approche avant-gardiste. Le film suit l'histoire de Viren (Anil Kapoor), qui tombe amoureux de Pallavi (Sridevi) sans jamais pouvoir exprimer ses sentiments. Des années plus tard, il se retrouve soudainement attiré par la fille de Pallavi, Pooja (également interprétée par Sridevi), ce qui donne naissance à une histoire d'amour émouvante et complexe. Le récit audacieux du film, avant-gardiste, a d'abord suscité des réactions mitigées en Inde.

Anil Kapoor se prépare pour la sortie de Subedaar, réalisé par Suresh Triveni, qui sera disponible sur Amazon Prime Video. Le teaser récemment diffusé a suscité la curiosité, mettant en scène Kapoor dans un rôle intense et puissant.

Avec le retour de Lamhe au cinéma et Subedaar en préparation, Kapoor continue d'assumer des rôles divers, réaffirmant sa présence de longue date dans l'industrie.



Ligue 1

Strasbourg 2 Toulouse 1

Toulouse a eu des opportunités, mais pas assez pour l'emporter

Après une bonne série de 7 points en 3 matchs, le TFC avait l'occasion de confirmer sa dynamique et de se rapprocher des places européennes lors de son déplacement à Strasbourg pour la 26e journée de Ligue 1. Malheureusement, les Violets se sont inclinés au Stade de la Meinau (2-1).

Sur cette rencontre, Toulouse a eu une possession inférieure à son adversaire (43 % contre 57 %), ce qui s'est traduit par un nombre de passes nettement inférieur (426 contre 580). Malgré tout, les Toulousains ont effectué plus de passes dans la moitié de terrain adverse (144 contre 132), ce qui se reflète dans des statistiques offensives relativement proches : 11 tirs à 10 en faveur du TFC, dont 7 cadrés contre 3 pour Strasbourg. Les Alsaciens comptent cependant un tir sur le montant et deux tirs bloqués. Les deux équipes ont tenté leur chance autant de fois dans la surface (7 tirs chacune). Néanmoins, Strasbourg est resté devant en termes d'expected goals et remporte cette bataille statistique selon Understat avec 1,99 xG contre 1,40 xG pour Toulouse. Le but de Frank Magri représente à lui seul 0,72 xG, tandis que la seconde meilleure tentative toulousaine est la frappe de Yann Gboho juste avant ce but (0,32 xG).

Strasbourg s'est imposé dans les duels, que ce soit au sol ou dans les airs, sans pour autant dominer outrageusement (43



duels remportés contre 37 pour Toulouse). Défensivement, les équipes ont été assez proches : le TFC a réussi plus de tacles et d'interceptions, tandis que Strasbourg a enregistré davantage de dégagements et d'arrêts.

Au final, toujours selon les données du site Understat, Toulouse obtient 0,89 expected points (xPTS) contre 1,84 pour Strasbourg. Le TFC accentue ainsi sa sous-performance cette saison, avec désormais un écart de 9,86 points entre ses points

réels et ses xPTS. Toulouse reste 4e du classement général des xPTS avec 43,83 unités. À l'opposé, Strasbourg continue de surperformer avec un excédent de 8,39 points par rapport à ses xPTS, soit la 9e meilleure surperformance de Ligue 1.

Lens vient à bout de Rennes (1-0) grâce à un but de Wesley Saïd et rêve encore d'Europe

Lens a tenu bon. Après leur victoire à Marseille (0-1) la semaine passée, les Lensois ont enchaîné avec un succès face à Rennes (1-0) à Bollaert samedi, lors de la 26e journée de Ligue 1, grâce à un but de l'ancien Rennais Wesley Saïd. Le club artésien, 8e, revient à cinq points de la cinquième place occupée par Lille. Son homologue breton reste englué à la 12e place.

Les Sang-et-Or ont meilleure mine. Au bout d'un intense combat, Lens a battu Rennes sur la plus petite des marges, samedi, lors de la 26e journée de Ligue 1 (1-0). Le but sur corner de Wesley Saïd permet aux hommes de Will Still d'enchaîner une seconde victoire après celle obtenue à Marseille (0-1) et de se relancer dans la course à l'Europe.

Désireuses de confirmer leur rebond, les deux équipes ont aussi affiché le même profil avec une défense à trois et une grosse densité athlétique au milieu de terrain. Elles ont enchaîné temps forts et temps faibles en première période avec une entame mordeante des Bretons puis la réponse de Sang et Or volontaires devant leur public, mais finalement peu de danger sur la cage de Brice Samba qui retrouvait Bollaert et a essuyé des sifflets à chaque touche de balle.

Des regrets pour Rennes

Les Rennais ont repris les choses en main peu avant la pause et poussé très fort. Arnaud Kalimuendo a même cru marquer d'une jolie Madjer mais son but a été refusé pour une main au départ de l'action (36e). Lorenz Assignon, lui, n'a pas obtenu le penalty qu'il espérait en tombant devant Juma Bah (43e).



En souffrance avant la pause, Lens a parfaitement réagi à la reprise. M'bala Nzola a remplacé le discret Jermy Agbonifo et tout de suite donné davantage de puissance offensive aux locaux. Neil El Aynaoui a frappé un corner sur la droite et trouvé la tête décroisée de Saïd au premier poteau pour l'ouverture du score (1-0, 47e).

Lens a tenu bon

Saïd, formé à Rennes, a signé son second but de la saison après celui de la 1ère journée contre Angers et les Lensois ont clairement pris confiance. Un nouveau but de l'attaquant a toutefois été refusé pour hors-jeu (50e) puis il a loupé le cadre sur corner (54e) tandis que Florian Sotoca a sollicité Samba (59e).

Rennes a repris l'ascendant durant la dernière demi-heure et tenu le ballon dans

le camp adverse. Hormis sur une frappe de Lorenz Assignon partie de peu à côté de sa cage (70e), le gardien lensois Matthew Ryan n'a toutefois pas franchement tremblé. Les joueurs d'Habib Beye ont trop manqué d'inspiration collective pour éviter un second revers de suite après celui devant le PSG (1-4). Ils rechutent, restent 12es et vont de nouveau devoir regarder dans leur dos.